

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 7 au 13 avril 2023

Résumé :

- **Quel est le bilan économique et social au terme des 100 premiers jours du gouvernement Lula III ?**

La nouvelle administration a réorienté la politique économique en cohérence avec les promesses électorales du Président Lula, en procédant notamment en un renforcement des programmes sociaux, tout en arrivant en partie à rassurer les marchés sur sa capacité respecter un certain sérieux budgétaire. Le gouvernement reste toutefois confronté à de nombreux défis, que ce soit le ralentissement économique en cours, les tensions avec la banque centrale sur fond de politique monétaire restrictive, ou encore le vote des réformes encore incertain du fait d'une absence de majorité stable et prouvée au Congrès.

- **L'inflation sur 12 mois baisse à +4,65% en mars.**

La croissance des prix confirme sa tendance baissière, illustrée par la décélération de l'inflation sous-jacente. Cette baisse de l'inflation en termes annuels est cependant expliquée par un effet de base. Les prévisions du marché tablent ainsi toujours sur une inflation de 6% en 2023. Cette progression attendue serait soutenue par les prix administrés, poussés à la hausse par la fin partielle des dispositifs de baisse des taxes sur les carburants.

- **Le Ministre des Finances annonce de nouvelles mesures pour augmenter les recettes fédérales afin de réduire le déficit.**

Ce paquet de mesures comprend une baisse des exonérations fiscales fédérales et la création de deux taxes (sur les paris sportifs en ligne et sur les marketplaces qui contournent les règles du Service fédéral des impôts). Il doit permettre d'augmenter les recettes entre 110 à 150 Mds BRL (27 Mds EUR). L'objectif est selon Fernando Haddad de réduire le solde primaire, à -0,5% du PIB pour 2023 et de rendre viable la proposition du nouveau cadre budgétaire. Celle-ci, qui sera envoyée la semaine prochaine au Congrès, prévoit une augmentation annuelle des dépenses en fonction notamment du solde primaire atteint l'année passée.

- **Évolution des marchés du 7 au 13 avril 2023.**
- **Graphiques de la semaine : inflation (mars 2023).**

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,9%

C'est la nouvelle projection de croissance du FMI pour le Brésil en 2023, en baisse par rapport à l'estimation de +1,2% faite en janvier. Pour 2024, l'institution internationale anticipe une croissance de +1,5%.

Quel est le bilan économique et social au terme des 100 premiers jours du gouvernement Lula III ?

Le gouvernement Lula III a franchi le cap des 100 jours le 10 avril. A cette occasion, le Président de la République et l'ensemble du gouvernement ont donné une conférence de presse pour vanté leurs premières actions. Si la nouvelle administration a effectivement mené à bien une réorientation de la politique économique en cohérence avec les promesses électorales du Président Lula, dans la plupart des secteurs le gouvernement reste confronté à de nombreux défis.

L'administration Lula s'est d'abord rapidement employée à renforcer les programmes sociaux. Le programme emblématique d'assistance sociale Bolsa Familia, remplacé fin 2021 par « l'Auxilio Brasil », a ainsi été remis en place et élargi. Il instaure une allocation minimum de 600 BRL par famille (109 EUR) et prévoit le versement de 150 BRL (27 EUR) supplémentaire par enfant de moins de 6 ans. Le programme de logements sociaux Minha Casa, Minha Vida¹ a également été relancé en février dernier, avec l'objectif de construire deux millions de logements d'ici 2026. Conformément à ses promesses de campagne, le président Lula a en outre annoncé une hausse du salaire minimum à 1 320 BRL (240 EUR) à compter du 1er mai, tandis que les fonctionnaires bénéficieront d'un réajustement de salaire de 9%.

La réorientation de la politique publique s'est également illustrée par l'accent donné aux projets d'infrastructures. Le gouvernement annoncera d'ici fin avril un nouveau plan national d'investissement dans les infrastructures, réaffirmant la priorité donnée aux services urbains essentiels². En

matière de mobilités urbaines, un nouveau décret devrait encadrer les concessions set PPP, adossé à une planification des projets sur le moyen-long terme. En ligne avec la **priorité donnée à la réindustrialisation du pays**, le vice-président et ministre de l'industrie et du commerce Alckmin devrait prochainement présenter un « plan d'exécution de la stratégie industrielle, verte et technologique » se voulant un guide de la politique industrielle pour les dix prochaines années. Symbolisant la rupture avec le gouvernement précédent, le Président **Lula a mis fin au processus de privatisation d'entreprises publiques**, considéré comme « patrimoine du peuple brésilien ». Par décret du 7 avril, il a retiré du Programme National de Désétatisation et du Programme de Partenariats et d'Investissements une dizaine d'entreprises dont Correios (i.e. « La Poste »), l'entreprise Administration du Pétrole et Gaz naturel et Telebras (i.e. « France Télécom »).

Les premiers mois ont par ailleurs été marqués par de fortes tensions entre l'exécutif et la Banque centrale (BCB). Élu sur la base d'un renforcement des programmes sociaux et de l'investissement public, le Président Lula, par l'intermédiaire de son équipe de transition, a obtenu du Congrès d'augmenter le budget 2023 de 8% avant même sa prise de fonction le 1^{er} janvier, par le biais d'un amendement à la constitution afin de détourner le mécanisme de contrôle budgétaire existant. La BCB a accueilli avec beaucoup de méfiance cette décision, du fait de son effet expansionniste et donc inflationniste dans une période de hausse des prix. Il en a été de même du marché financier, en raison de son effet sur la dynamique de la dette brésilienne. De fortes tensions ont ainsi émergé entre l'exécutif et la BCB en raison du maintien de la politique monétaire fortement

¹ Le programme de logements sociaux *Minha Casa, Minha Vida*, a été créé en 2009 lors du gouvernement Lula II. Entre 2009 et 2019, la construction de 5,5 millions de logements a été contractualisée dans le cadre du programme et 4,3 millions de logements ont été livrés. En janvier 2023, ont été identifiés 186 000 logements qui n'avaient pas été achevés dans le cadre du programme *Minha Casa, Minha Vida*. Sur ce total, 83 000 sont des projets de construction interrompus pour occupation irrégulière, problèmes

d'infrastructure non résolus, abandon par l'entreprise de construction, preuves de défauts de construction, entre autres.

² A titre d'exemple, sur le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'ambition d'universalisation a été confirmée. Elle vise l'accès à l'eau potable courante pour 99% des Brésiliens et la collecte et le traitement des eaux usées pour 90% de la population, à l'horizon 2033.

restrictive (taux directeurs à 13,75%) malgré une baisse significative de l'inflation (de 12,1% en avril 2022 à 4,7% en mars 2023). L'exécutif met en avant les effets récessifs de cette politique monétaire, expliquant en partie le ralentissement économique. Observé depuis la fin 2022, celui-ci met en difficulté le financement de l'agenda social et des projets d'infrastructures.

En parallèle, l'équipe économique s'efforce de rassurer en affichant sa bonne volonté pour concilier responsabilités budgétaire et sociale et en engageant la réforme fiscale. Le gouvernement a présenté deux paquets de mesures visant à limiter le déficit primaire à entre 0,5 et 1% du PIB en 2023 (vs. -2,2% inscrit dans le projet de budget). En outre, **il vient de présenter un nouveau mécanisme de contrôle budgétaire pour remplacer l'actuel plafond des dépenses**, prenant en compte plusieurs critères pour déterminer l'évolution des dépenses publiques. Ce mécanisme sera déposé au Congrès la semaine prochaine. Ce discours peine néanmoins à convaincre pour l'instant, mis à mal par une série d'annonces de nouvelles mesures couteuses³. **Le gouvernement a enfin annoncé les contours de la réforme fiscale, affichée comme priorité absolue.** L'objectif est double : i/ créer un impôt sur les biens et services sous forme de TVA⁴ pour simplifier un système fiscal extrêmement complexe et injuste, qui coûterait jusqu'à 15% de PIB, et ii/ élargir l'impôt sur les revenus (plus progressif), créer un impôt sur les dividendes, lutter contre l'érosion fiscale et diminuer les niches fiscales. Le vote de cette réforme reste toutefois incertain, car la coalition gouvernementale patiemment construite par Lula ne semble pas lui garantir à ce jour une majorité stable au Congrès.

³ Augmentation plus importante que prévu du salaire des fonctionnaires, hausse des transferts sociaux *Bolsa Família*, réajustement de près de 200% des bourses d'études, programme *Desenrola Brasil* pour renégocier la dette des ménages.

L'inflation sur 12 mois baisse à +4,65% en mars.

Le taux d'inflation brésilien de référence, l'indice national large des prix à la consommation (IPCA), a atteint +0,71% au mois de mars (contre +0,84% en février). Le résultat est inférieur aux projections des marchés, qui tablaient sur une hausse de +0,77% sur le mois. **Le taux d'inflation sur les 12 derniers mois s'établit désormais à 4,65% (en glissement annuel)**, en baisse par rapport au niveau de février 2023 (5,60%). Le chiffre rentre pour la première fois depuis février 2021 dans l'intervalle de tolérance d'inflation de la Banque centrale du Brésil (BCB) autour de la cible fixée à 3,25% (+/- 1,5%).

Les chiffres confirment la tendance à la baisse de l'inflation, comme le montre la baisse de l'indice de diffusion de l'augmentation des prix (cf. graphique 1). Celui-ci, qui mesure quelle proportion des produits voient leurs prix augmenter, est désormais de 60% (contre 65% le mois précédent et 76% douze mois auparavant). Autre indicateur observé pour apprécier la trajectoire de l'inflation, l'inflation sous-jacente (qui exclut l'énergie et l'alimentaire) confirme aussi une tendance baissière.

Cette baisse de l'inflation en termes annuels est cependant expliquée par un effet de base, car le point de comparaison pour calculer l'inflation sur 12 mois se situe désormais en mars 2022, mois sur lequel une accélération des prix avait été déclenchée par le début de la guerre en Ukraine. De plus, l'indice d'inflation bénéficie toujours de la baisse des taxes sur les carburants appliquée depuis juillet dernier.

Dès lors, les prévisions des marchés pour l'inflation se situent toujours autour de 6%, l'effet de base expliquant le chiffre de mars devant se dissiper dès septembre. Une décélération graduelle est ensuite prévue (cf. graphique 2), qui permettrait à l'inflation de revenir dans la cible de la Banque centrale (3% ; +/- 1,5%) en juillet 2024. Pour favoriser

⁴ La TVA remplacerait cinq impôts indirects actuellement prélevés au niveau fédéral, des Etats fédérés et des municipalités.

le ralentissement de l'inflation, la BCB mène une politique monétaire très restrictive, avec des taux nominaux à 13,75% et des taux réels parmi les plus élevés au monde, autour de 8%. Cette politique est critiquée vivement par le gouvernement actuel, y compris par le président Lula.

Sur le mois, la variation des prix s'explique principalement par l'évolution des prix de l'essence (+8,3%, contribution de 0,39 p.p), en lien avec la reprise partielle des taxes fédérales (PIS/Cofins⁵) sur les carburants. Cette hausse pourrait se poursuivre dans les prochains mois en raison de la reprise totale des taxes fédérales, et de l'augmentation de la taxe au niveau des Etats fédérés (l'ICMS⁶ sera désormais unifiée au niveau national avec un niveau fixe de 1,45 BRL par litre d'essence). Selon les prévisions du marché, les prix administrés devraient au total progresser de près de 10% en 2023.

Le Ministre des Finances annonce de nouvelles mesures pour augmenter les recettes fédérales afin de réduire le déficit.

Le ministre des Finances brésilien, Fernando Haddad, a présenté ce 3 avril 2023 un deuxième⁷ paquet de mesures pour réduire le déficit primaire du gouvernement dès 2023, cette fois-ci exclusivement focalisé sur l'augmentation des recettes. L'objectif est d'atteindre un déficit de -0,5% du PIB en 2023, objectif que s'est fixé le gouvernement dans sa proposition de nouveau cadre budgétaire. Pour rappel⁸, les nouvelles règles budgétaires présentées par le gouvernement fin mars, qui devraient être envoyées au Congrès dans les prochains jours, prévoient une augmentation en termes réels des dépenses d'entre 0,6% et 2,5% par

an. Cet objectif est déterminé en fonction de l'atteinte ou non d'une cible pour le résultat primaire, et du niveau des recettes de l'année précédente. Le gouvernement a inscrit dans cette règle l'objectif d'arriver à un solde budgétaire primaire nul en 2024, puis de dégager un excédent de 0,5% en 2025 et de 1% en 2026.

Ce paquet de mesures doit permettre d'augmenter les recettes fédérales d'entre 110 à 150 Mds BRL (27 Mds EUR) et ainsi rendre viable les nouvelles règles budgétaires proposées. Ces mesures, dont les contours exacts devraient être présentés la semaine prochaine et qui devraient ensuite être adoptées via une Mesure Provisoire (MP) du gouvernement, consistent en :

- **i/ une révision majeure des exonérations fiscales fédérales.** La proposition, en cours de structuration, vise à interdire aux entreprises bénéficiant d'incitations fiscales accordées par les Etats, via l'ICMS (impôt sur la consommation), de déduire ce crédit de la base de calcul de l'impôt fédéral (IRPJ et CSLL). Ce crédit ne pourra désormais être déduit que s'il est utilisé pour des investissements et non pour des dépenses courantes. La modification de ces exonérations rapporterait jusqu'à **90 Mds BRL (16 Mds EUR)** selon Fernando Haddad. L'ensemble des exonérations existantes représentent un total 400 Mds BRL (72 Mds EUR) par an aux caisses publiques. Le gouvernement prévoit de les revoir progressivement, en fonction des besoins d'augmentation des recettes. Elles devraient être réexaminées lors des discussions sur la réforme fiscale, que le gouvernement espère faire approuver par le Congrès encore cette année.

- **ii/ la création d'une taxe sur les paris sportifs en ligne**, qui devrait générer jusqu'à

⁵ PIS (Programas de Integração Social) est un impôt fédéral dont les montants collectés sont notamment destinés à l'assurance-chômage et à d'autres prestations sociales, ainsi qu'à financer certaines agences publiques. COFINS (Contribuição para Financiamento da Seguridade Social) est un impôt fédéral qui collecte des fonds pour assurer le financement de la sécurité sociale.

⁶ L'ICMS (Imposto sobre Circulação de Mercadorias e Serviços) est une taxe sur les transactions de biens et de services. La collecte de cet impôt indirect est à la discrétion des Etats brésiliens. Le niveau de taxation ICMS des produits dits essentiels (carburant, l'électricité, le gaz naturel, les télécommunications et les transports

publics) avait été limité à 17% en juillet 2022. Un accord entre les Etats et l'Union signée en mars 2023 a cependant permis d'augmenter le niveau de taxation sur les carburants à partir de juin ou juillet (selon les produits), qui devrait avoir un effet de +0,5 p.p. sur l'inflation.

⁷ Le gouvernement avait déjà annoncé mi-janvier un plan combinant baisse des dépenses et hausse des recettes, visant à réduire le déficit prévu pour 2023 (de 2,3% à moins de 1% du PIB). Voir [Brèves du 12 au 19 janvier](#).

⁸ Voir [Brèves du 24 au 30 mars 2023](#).

15 Mds de BRL (2,7 Mds EUR). Ce secteur n'est en effet actuellement aucune taxe spécifique au contraire de ce qu'il se fait dans de nombreux pays.

- **iii/ la création d'une taxe sur les plateformes internationales de vente au détail en ligne qui contournent les règles du Service fédéral des impôts.** Cette taxe, qui pourrait rapporter **8 Mds BRL** (1,5 Md EUR), a été justifiée par Fernando Haddad par la situation de « concurrence déloyale » des entreprises ne payant pas d'impôts d'importation au Brésil. Bien qu'il ait souligné que cette mesure ne visait aucune entreprise en particulier, celle-ci s'inscrit dans un contexte plus large de contestation des *marketplaces* brésiliennes contre les pratiques de prix des *marketplaces* chinoises (Aliexpress, Shopee, Shein) pour concurrence déloyale. En mars, des députés et des sénateurs du FPE (Front parlementaire mixte pour l'entrepreneuriat) avaient demandé à M. Haddad d'agir pour mettre fin à la « contrebande numérique » pratiquée, selon eux, par des entreprises chinoises. **de nouvelles actions visant à entraver ces importations contournant la législation sur la taxation des colis expédiés depuis l'étranger, seront mises en place dès le début du second semestre 2023 :**

- o le premier changement déjà défini, et valable à partir du 1^{er} juillet, sera le

renforcement de l'inspection des articles introduits dans le pays par le biais du commerce numérique international. Cela permettrait aux autorités fiscales d'identifier les entreprises qui scindent les gros volumes d'achats en de nombreux petits colis pour contourner, illégalement, la règle de l'exonération fiscale pour les produits importés entre particuliers et dont le prix ne dépasse pas 50 dollars (USD) ;

- o une deuxième action concerne spécifiquement cette limite de 50 USD pour les produits d'importation : le gouvernement mettra fin à l'exemption de taxe pour les envois internationaux inférieurs à 50 USD.

Par ailleurs, le ministre Fernando Haddad, prévoit de proposer d'ici la fin de l'année au président Luiz Inácio Lula da Silva de nouvelles règles fixant certaines dépenses obligatoires et engagements budgétaires. Il s'agit pour de mettre fin aux « allers-retours » de réajustements de cette catégorie de dépenses lors des changements de présidence, en fonction du caractère plus ou moins interventionniste des gouvernements qui se succèdent. Le ministre affirme que ce qui fera l'objet de « règles plus stables » n'est pas encore défini précisément, mais devrait comprendre les **ajustements du salaire minimum, du nombre de fonctionnaires, et les planchers de dépenses pour la santé et l'éducation.**

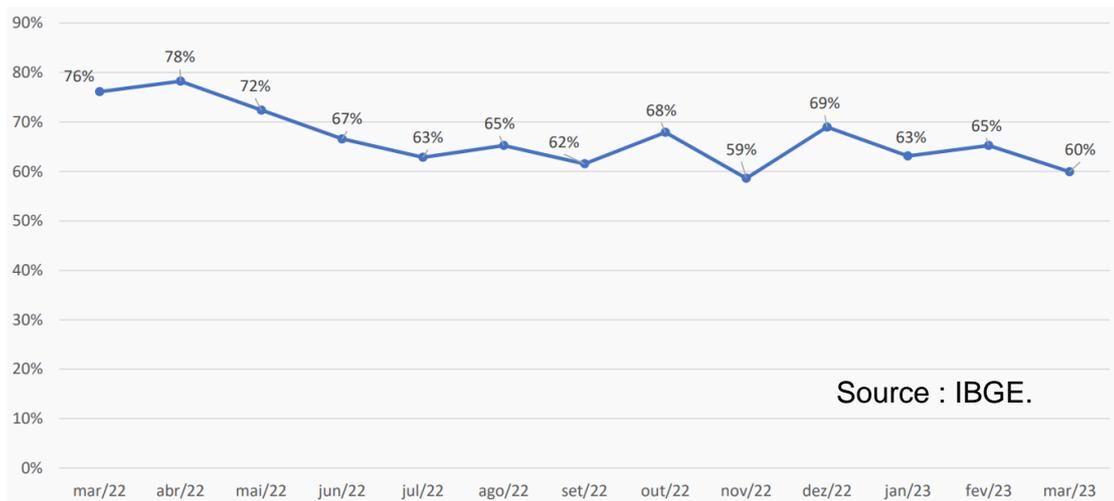
Evolution des marchés du 7 au 13 avril 2023.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+5,7%	-2,9%	106 523
Risque-pays (EMBI+ Br)	+6pt	+5pt	261
Taux de change R\$/USD	-2,5%	-7,1%	4,91
Taux de change R\$/€	-1,9%	-3,7%	5,42

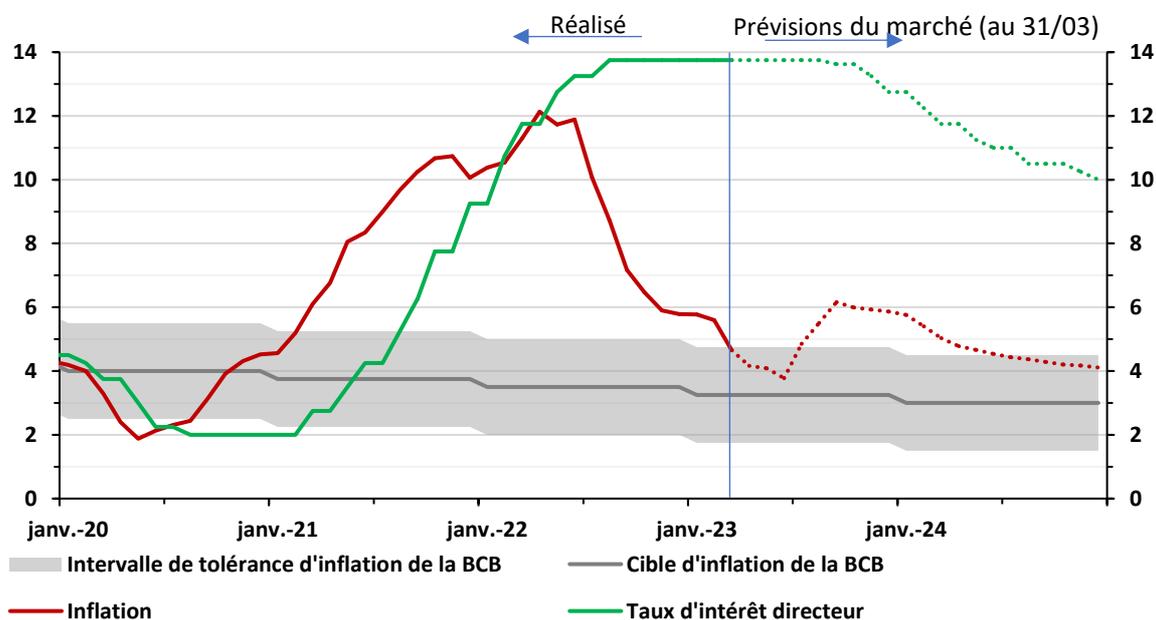
* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphiques de la semaine : inflation (mars 2023).

Graphique 1. Taux de diffusion de l'augmentation des prix (part des produits en hausse sur le mois)



Graphique 2. Inflation (g.a., %) et taux directeur (cible Selic, %)



Source : BCB, IBGE, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international